

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 RÉFÉRENCES**

- .1 *Code canadien du travail*, partie II, *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*
- .2 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)
  - .1 Fiches signalétiques (FS).
- .3 Province de l'Ontario
  - .1 *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, L.R.O. 1990, ch. O.1, telle qu'elle a été modifiée, et son *Règlement 213/91* relatif aux projets de construction (*Regulations for Construction projects*) tel qu'il a été modifié – plus récente modification en 2011.

### **1.2 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE**

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 00 10 – Instructions générales.
- .2 Soumettre un plan de santé et de sécurité propre au chantier dans les sept (7) jours suivant la date de l'ordre de commencement des travaux, mais avant le début de ces derniers. Ce plan doit notamment comprendre :
  - .1 les résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité propres au chantier;
  - .2 les résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité figurant dans le plan des travaux.
- .3 Soumettre au Représentant du Ministère trois (3) copies des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur.
- .4 Le Représentant du Ministère présentera ces copies à l'inspecteur de santé et de sécurité.
- .5 Soumettre des copies des rapports d'incidents et d'accidents.
- .6 Soumettre les fiches signalétiques (FS) requises aux termes du SIMDUT conformément aux exigences de la section 01 00 10 – Instructions générales.
- .7 Le Représentant du Ministère révisera le plan de santé et de sécurité propre au chantier de l'Entrepreneur et lui fournira des commentaires dans les cinq (5) jours suivant la réception du plan. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant du Ministère dans les trois (3) jours suivant la réception des observations de ce dernier.
- .8 L'examen par le Représentant du Ministère du plan définitif de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.
- .9 Plan d'intervention en cas d'urgence sur le chantier : Énoncer les procédures normalisées d'exploitation à mettre en œuvre durant les situations d'urgence.
  - .1 Avertir le Représentant du Ministère et l'escorte de sécurité.

### **1.3 PRODUCTION DE L'AVIS DE PROJET**

- .1 Avant le début des travaux, soumettre l'avis de projet aux autorités provinciales appropriées.

### **1.4 ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ**

- .1 Effectuer une évaluation des risques pour la sécurité liés à l'exécution des travaux sur ce chantier.

### **1.5 RÉUNIONS**

- .1 Dans le cadre de la réunion hebdomadaire, prévoir et tenir une réunion sur la santé et la sécurité avec le Représentant du Ministère avant le début des travaux.

### **1.6 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES**

- .1 Exécuter les travaux conformément à la section 01 00 10 – Instructions générales.

### **1.7 ÉTAT ET CONDITIONS PROPRES AU PROJET OU AU CHANTIER**

- .1 Le personnel chargé des travaux sur le chantier sera exposé à :
  - .1 consulter la lettre jointe à la présente section :
    - .1 *Exclusion du rapport sur les substances désignées pour le projet de remplacement des autels de la Chapelle du Souvenir, Édifice du Centre, Colline du Parlement, daté le 14 février 2013.*

### **1.8 EXIGENCES GÉNÉRALES**

- .1 Rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques, avant d'entreprendre les travaux. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 Le Représentant du Ministère peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

### **1.9 RESPONSABILITÉ**

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Assumer le rôle de Constructeur selon la description de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario et son règlement relatif aux projets de construction (*Regulations for Construction Projects*).
- .3 Respecter les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux pertinents, ainsi que le plan de santé et de sécurité propre au chantier, et veiller à ce que les employés s'y conforment.

**1.10 EXIGENCES DE CONFORMITÉ**

- .1 Se conformer à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario, L.R.O. 1990, ch. O.1, et à son *Règlement 213/91* relatif aux projets de construction (*Regulations for Construction Projects*).
- .2 Se conformer au *Règlement concernant la santé et la sécurité au travail* pris en vertu du *Code canadien du travail*.

**1.11 RISQUES/DANGERS IMPRÉVUS**

- .1 En présence de conditions, de risques ou dangers ou encore de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux :
  - .1 observer les marches à suivre mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

**1.12 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ**

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte par les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

**1.13 ARRÊT DES TRAVAUX**

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.

**Partie 2 Produits**

**2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**Partie 3 Exécution**

**3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**